



Région Centre

Le Président,

Rapport du Président du Conseil Régional

à la Séance plénière

Réunion des 16 et 17 décembre 2010

Appel à Initiatives de Développement Rural :

- **Adoption du cadre d'intervention**
- **Ajustement du cadre d'intervention des contrats régionaux de Pays de 3^{ème} génération – Modification de la délibération DAP n° 07.06.06 du 20/12/2007**

I – EXPOSE DES MOTIFS

La politique régionale d'aménagement du territoire a pour ambition de permettre à chacun des territoires infra-régionaux de bénéficier de programmes de développement appuyés sur leurs propres potentialités et qui constituent une traduction de leur projet de territoire. La Région favorise ainsi le déploiement de projets structurants et concertés sur le territoire, en particulier entre collectivités, principales maîtres d'ouvrage de ces opérations.

Les acquis des politiques territoriales successives menées par la Région depuis 1998 sont réels et ont produit des effets incontestables, en particulier :

- en matière de développement économique et social des territoires, avec le soutien significatif à l'économie locale dans tous les territoires par le financement de nombreux projets générant des retombées, directes ou indirectes, en matière d'emplois.
- pour l'avancée de la démocratie participative : l'implication dans la politique régionale de développement territorial des 38 Conseils de développement permet de faire participer à la vie locale environ 1500 personnes sensibilisées au développement durable dans le cadre d'un cycle d'accompagnement mis en œuvre par la Région en partenariat avec le CESR.
- vers la définition de visions stratégiques et prospectives territoriales servant de cadre à l'action des acteurs locaux et permettant à la Région de mettre en œuvre ses priorités. Les Pays élaborent en effet des stratégies dans des domaines très divers (Plans Vélo, notamment en connexion avec la Loire à Vélo, chartes forestières, schémas de services ...).

Toutefois, malgré les dynamiques locales engagées, et les partenariats développés avec les acteurs socio-économiques des territoires, les Contrats restent davantage orientés vers les programmes d'investissement des collectivités.

Les évolutions introduites en décembre 2007 dans le cadre de la 3^{ème} génération de Contrats, avec la possibilité de consacrer des subventions à un volet « fonctionnement », permettent désormais d'accompagner des projets d'animation. On constate cependant que l'essentiel de ces crédits de fonctionnement est destiné au financement d'études stratégiques à l'échelle du Pays, au renforcement de l'ingénierie spécialisée. Les actions tournées vers l'animation sont, elles aussi, essentiellement portées par le Syndicat de Pays.

Néanmoins, les acteurs privés et associatifs, en qualité de maîtres d'ouvrage, sont relativement peu concernés par ce volet fonctionnement, si ce n'est pour la mise en œuvre d'actions récurrentes (animation de micro-filières agricoles, diagnostics biodiversité d'exploitations agricoles, diagnostics PLANETE, opérations collectives ORAC ...).

Or, le développement local ne peut être le fruit de la seule impulsion publique, qui doit être conjuguée à des initiatives privées ou impliquant fortement des privés, à titre individuel ou sous forme associative, porteuses de plus-value économique et sociale sur le territoire.

Nombre d'initiatives de ce type existent mais sont insuffisamment connues et manquent de moyens pour se développer.

Convaincue de l'intérêt d'accompagner cette émergence de projets qui apportent des réponses concrètes aux défis contemporains, en réinventant la manière de se loger, de se nourrir, de se cultiver et en façonnant de nouvelles solutions de « vivre ensemble », la Région souhaite les accompagner.

Ces initiatives, constituent en effet un formidable réservoir d'innovation sociale qu'il convient aujourd'hui de faire émerger, de structurer, d'amplifier et de promouvoir, à travers la mise en place de l'appel à initiatives aux projets de développement rural.

II – ELEMENTS D'APPRECIATION

C'est pourquoi, à compter de l'année 2011, la Région organise, à l'échelle des Pays, hors Agglomérations, deux appels à projets successifs pendant la durée du Contrat régional de territoire, afin de détecter, susciter et expérimenter des initiatives de développement rural s'inscrivant résolument dans une démarche de développement durable et ne pouvant pas être accompagnées par la Région au titre de ses politiques sectorielles.

L'approche sous forme d'appels à projets génère une nouvelle dynamique territoriale, stimulée par le caractère innovant et expérimental attendu. Ce phénomène a été constaté dans les pays qui s'investissent très fortement dans les dispositifs ciblés et partenariaux tels que LEADER, PER, Appels à projets européens ... Ces initiatives ont ainsi un effet d'entraînement sur les acteurs locaux publics et privés et peuvent appuyer ou renforcer les programmes d'investissement des collectivités en donnant vie à leur animation.

Cet appel à initiatives est une composante du Contrat régional de territoire, pour laquelle il est réservé un montant de 10 % de la dotation du contrat. La Région mettra à disposition, sur chacun des deux appels à projets lancés sur chaque territoire, de l'ordre de la moitié de l'enveloppe dédiée à l'appel à initiatives. Les Contrats de Pays de troisième génération déjà signés (Pays d'Issoudun et de Champagne Berrichonne, Brenne, Sancerre-Sologne, Beauce, Chartrain et Gâtinais) ainsi que ceux négociés à ce jour (Vendômois, Drouais et Beauce Gâtinais en Pithiverais) ne sont pas concernés par ces appels à initiatives.

Les appels à initiative seront lancés par vague de territoires dont les travaux préparatoires à l'élaboration du Contrat sont suffisamment avancés. La Région déterminera les territoires répondant à cette nécessité au moment du lancement de l'appel à initiatives.

Pour la première vague d'appels à initiatives qui sera lancée dès janvier 2011, sont concernés les territoires suivants : Sologne Val Sud, Val de Creuse-Val d'Anglin, Dunois, Loire Val d'Aubois, Perche, La Châtre en Berry, Berry Saint Amandois, Valençay en Berry. Une deuxième vague sera organisée fin 2011.

Les initiatives locales attendues dans le cadre de ce dispositif répondront aux principes et valeurs suivants :

- ✚ la mise en réseau d'acteurs autour de la définition d'un projet partagé impliquant mutualisation et transversalité
- ✚ l'innovation, l'expérimentation d'actions nouvelles
- ✚ l'adéquation avec les enjeux particuliers du territoire
- ✚ le maintien du lien social

Le financement régional aura pour ambition de donner l'impulsion nécessaire à l'émergence et au démarrage d'initiatives nouvelles et qui devront pouvoir trouver à terme leur autonomie financière.

Le projet sera obligatoirement déposé par plusieurs partenaires se rendant solidaires de la mise en œuvre et du suivi de l'initiative.

Les bénéficiaires du soutien régional seront ceux qui portent les actions et investissements matériels ou immatériels : associations, acteurs privés, établissements publics, collectivités le cas échéant.

L'idée est bien d'inscrire des microprojets dans une approche collective en facilitant et accompagnant des interfaces entre acteurs de divers secteurs. Ces initiatives sont de nature à renforcer l'implication de la société civile dans les réflexions du territoire et faire progresser encore davantage la démocratie participative.

Les initiatives devront s'inscrire dans un au moins 1 des 3 thèmes suivants, les projets transversaux étant ceux à privilégier :

- **Démarches économiques innovantes** : Il s'agit de favoriser la création d'emplois non délocalisables et la mobilisation de ressources locales, notamment dans les domaines de l'agriculture, de l'artisanat, du tourisme, de l'insertion par l'activité économique.

A ce titre, la Région peut accompagner l'émergence d'une micro filière locale débouchant par exemple sur la conception de nouveaux produits et suscitant des modes de partenariat et d'organisation entre acteurs innovants (producteurs, artisans-commerçants, restaurateurs, office de tourisme, collectivités, établissements scolaires, associations d'insertion ...). Divers projets notamment autour de la valorisation de la forêt et du bois émergent en région Centre et nécessitent une mobilisation forte des acteurs qui proviennent d'horizons divers : agriculteurs, artisans, forestiers ... La prise de contact, la définition d'enjeux et d'intérêts partagés, l'élaboration d'une stratégie de développement et sa traduction opérationnelle exigent beaucoup de temps de travail et de réflexion en commun qui doivent être organisés autour d'une animation soutenue.

- **Services de proximité** : Il s'agit de faire émerger et expérimenter de nouvelles formes de services de proximité à l'exclusion du simple maintien de services existants permettant notamment de faciliter le quotidien des familles, dont l'accès à l'emploi, le développement de services liés à l'enfance et l'adolescence, le maintien du lien social avec les personnes âgées, et de contribuer à l'épanouissement des habitants.

Le projet doit s'inscrire dans une double préoccupation sociale à savoir répondre aux besoins en services de la population mais également aux besoins d'emplois notamment pour des publics éloignés du marché de l'emploi. Le mode d'organisation ou d'accès au service lui-même peut être innovant par sa forme itinérante, son exercice dans de nouveaux lieux,... L'objectif est là aussi d'organiser des ponts entre acteurs d'origines diverses, pour exemple le monde de la petite enfance avec celui de la santé autour d'un projet commun sur l'alimentation saine et locale, en lien avec des exploitants agricoles.

L'intervention régionale ne se substituera pas à celle des autres collectivités compétentes en la matière.

- **Environnement naturel et culturel** : Il s'agit de conduire des actions collectives de mise en valeur des ressources locales insuffisamment exploitées alors qu'elles peuvent constituer de véritables vecteurs d'appropriation par les habitants, et d'attractivité pour des nouveaux résidents, des touristiques ou des entrepreneurs. Elles peuvent participer à renforcer ou forger l'image du territoire dès lors qu'elles s'inscrivent dans une dynamique porteuse d'avenir et partagée par les acteurs locaux. Il s'agit de donner du sens et de donner vie à un patrimoine. Il peut s'agir d'actions de mise en réseau et de mise en valeur du patrimoine bâti identitaire, des ressources naturelles, du paysage, permettant de replacer l'environnement naturel et culturel comme un élément à part entière du développement économique et social. Des initiatives portant sur la mémoire collective sont par exemple d'excellents vecteurs de coopération entre les habitants, les associations, les écoles, les collectivités

Afin de s'assurer de la cohérence avec les projets de territoire, La Région associera à la sélection des dossiers, les Présidents du Pays et du Conseil de Développement du territoire ou leurs représentants

IV – PROPOSITIONS DU PRESIDENT

Je vous propose d'adopter la délibération suivante :

La session, réunie les 16 et 17 décembre

Décide :

- d'approuver le cadre d'intervention de l'appel à initiatives joint en annexe.
- de modifier le cadre d'intervention des contrats régionaux de Pays de 3^{ème} génération, par ajout du paragraphe suivant en page 7 dans le paragraphe 2. Le programme d'actions :

«La Région réserve une enveloppe représentant 10 % de la dotation du Contrat pour la mise en œuvre de l'appel à initiatives de développement rural, répondant à ses propres modalités, conditions de financement et circuits de décisions, tels que définis dans le cadre d'intervention adopté en séance plénière des 16 et 17 décembre 2010. Les différentes références à la dotation du Contrat (% d'intercommunalité, % du premier bloc de priorité...), s'apprécient hors enveloppe dédiée à l'appels à initiatives».

- de modifier le contrat type des contrats régionaux de Pays de 3^{ème} génération, par ajout du paragraphe suivant en page 2, article 1 «objet» :

«La Région réserve une enveloppe représentant 10 % de la dotation du Contrat pour la mise en œuvre de l'appel à initiatives de développement rural, répondant à ses propres modalités, conditions de financement et circuits de décisions, tels que définis dans le cadre d'intervention adopté en séance plénière des 16 et 17 décembre 2010. Les différentes références à la dotation du Contrat (% d'intercommunalité, % du premier bloc de priorité...), s'apprécient hors enveloppe dédiée à l'appels à initiatives».

Je vous demande de bien vouloir en délibérer.

François BONNEAU

CADRE D'INTERVENTION DE L'APPEL A INITIATIVES DE DEVELOPPEMENT RURAL

La région Centre, l'une des plus vastes au plan national, avec 1842 communes et plus de 39 000 km², est riche de ses territoires variés, dont chacun d'entre eux s'appuie sur une histoire locale, des ressources naturelles, un patrimoine bâti ...

C'est ainsi que la politique régionale d'aménagement du territoire a pour ambition de permettre à chacun des territoires infra-régionaux de bénéficier de programmes de développement appuyés sur leurs propres potentialités.

Parmi ces potentialités de développement, aux côtés des atouts géographiques, économiques, patrimoniaux, ou liés à des équipements, qui concourent à leur attractivité, les territoires sont riches de leurs habitants et forces vives (élus locaux, entreprises, associations, établissements publics ...) qui par leurs initiatives, sont capables de faire émerger des projets porteurs d'emploi et/ou de lien social, dans le respect de l'environnement.

Les acquis des politiques territoriales successives conduites par la Région sont réels et ont conduit la Région en 2007 à prolonger son engagement auprès des territoires à travers l'adoption d'un cadre d'intervention des Contrats territoriaux de 3^{ème} génération. Consciente de l'existence de marges de progrès, notamment en matière d'intégration du développement durable dans les pratiques et projets des territoires, la Région a souhaité que les contrats s'inscrivent désormais dans des démarches d'Agenda 21. Celles-ci peuvent faire naître des besoins de synergies nouvelles entre acteurs pour construire des initiatives nouvelles et transversales.

C'est pourquoi, à compter de l'année 2011, la Région organise, à l'échelle des Pays, hors Agglomérations, deux appels à initiatives successifs pendant la durée du Contrat régional de territoire, afin de détecter, susciter, expérimenter et accompagner des initiatives de développement rural s'inscrivant résolument dans une démarche de développement durable et ne pouvant pas être accompagnées par la Région au titre de ses politiques sectorielles.

Cet appel à initiatives constitue en ce sens une composante du Contrat régional de Territoire.

Ces initiatives locales répondront aux principes et valeurs suivants :

- **la mise en réseau d'acteurs autour de la définition d'un projet partagé impliquant mutualisation et transversalité**

Les initiatives proposées relèveront davantage de démarches d'animation que d'investissements matériels traditionnellement portés par les collectivités. Elles seront intersectorielles et devront associer plusieurs partenaires et être fédératrices, tout en favorisant la citoyenneté.

- **l'innovation, l'expérimentation d'actions nouvelles**

Une attention particulière sera portée aux initiatives atypiques. L'innovation s'entend non seulement en termes de production, mais aussi en termes de méthode, de partenariats ...

- **l'adéquation avec les enjeux particuliers du territoire**

Il devra s'agir de micro-projets d'initiative locale, faisant appel à la mobilisation de ressources du territoire, et favorisant leur appropriation par la population.

- **le maintien du lien social**

Les projets seront élaborés au profit du territoire et de ses habitants, avec le souci de favoriser les échanges et le « Vivre ensemble ».

Les initiatives proposées devront à la fois permettre d'amplifier l'action régionale en relayant les priorités de la Région et s'inscrire dans les orientations partagées entre la Région et le territoire. Elles peuvent néanmoins dépasser l'échelle du Pays et contribuer à des projets de coopération entre territoires.

Pour ces projets, complexes à monter, la mobilisation d'ingénierie d'accompagnement du projet est déterminante et pourra être accompagnée.

La Région souhaite pouvoir intervenir sur chacun des pans du développement durable, en privilégiant les éléments de gouvernance qui y sont attachés (transversalité, concertation, partenariat, amélioration continue ...).

Thèmes de l'appel à initiatives :

Les projets déposés devront répondre aux objectifs ci-dessus et s'inscrire dans **au moins 1 des 3 thèmes développés ci-dessous, les projets transversaux étant ceux à privilégier** :

- Démarches économiques innovantes

Il s'agit de favoriser la **création d'emplois non délocalisables et la mobilisation de ressources locales**, notamment dans les domaines de l'agriculture, de l'artisanat, du tourisme, de l'insertion par l'activité économique.

PRIORITES REGIONALES : agriculture biologique, économie sociale et solidaire, rapprochement du consommateur et du producteur

- Services de proximité

Il s'agit de faire **émerger et expérimenter de nouvelles formes de services de proximité** à l'exclusion du simple maintien de services existants permettant notamment de faciliter le quotidien des familles, dont l'accès à l'emploi, le développement de services liés à l'enfance et l'adolescence, le maintien du lien social avec les personnes âgées, et de contribuer à l'épanouissement des habitants.

L'intervention régionale ne se substituera pas à celle des autres collectivités compétentes en la matière.

PRIORITES REGIONALES : maintien du lien intergénérationnel, accompagnement éducatif des jeunes

- Environnement naturel et culturel

Il s'agit de conduire des actions collectives de **mise en valeur des ressources locales** insuffisamment exploitées alors qu'elles peuvent constituer de **véritables vecteurs d'appropriation** par les habitants, **et d'attractivité** pour des nouveaux résidents, des touristiques ou des entrepreneurs. Elles peuvent participer à renforcer ou forger l'image du territoire dès lors qu'elles s'inscrivent dans une dynamique porteuse d'avenir et partagée par les acteurs locaux.

Il peut s'agir d'actions de mise en réseau et de mise en valeur du patrimoine bâti identitaire, des ressources naturelles, du paysage, permettant de replacer l'environnement naturel et culturel comme un élément à part entière du développement économique et social.

PRIORITES REGIONALES : la diffusion et l'appropriation par le plus grand nombre

Porteurs de l'initiative

L'initiative sera déposée par obligatoirement **plusieurs partenaires** se rendant solidaires de la mise en œuvre et du suivi de l'initiative, un chef de file étant identifié comme contact pour l'instruction du dossier.

Une initiative peut être déclinée en plusieurs projets.

Les bénéficiaires du soutien régional seront ceux qui portent les projets et investissements matériels ou immatériels : **associations, acteurs privés, établissements publics, collectivités le cas échéant.**

Une convention régionale de développement rural sera signée avec l'ensemble des partenaires de l'initiative, et des conventions d'attributions de subvention avec chacun des maîtres d'ouvrages concernés.

Dépenses éligibles et participation régionale

Le financement régional aura pour ambition de donner l'impulsion nécessaire à l'émergence et au démarrage d'initiatives nouvelles et qui devront pouvoir trouver à terme leur autonomie financière.

Dépenses éligibles :

- les actions de mise en réseau et d'information
- les actions de sensibilisation/formation
- l'ingénierie spécialisée, les frais d'animation, les études
- les investissements matériels de faible ampleur relevant d'une démarche collective

Sont exclues les dépenses récurrentes de fonctionnement.

Dans le cas de dépenses d'ingénierie et d'animation qui ne seraient pas externalisées, celles-ci ne seront prises en compte que pour une part limitée de la dépense.

Dans le cas de temps passé par un des membres du réseau, celui-ci ne pourra être valorisé que pour des fonctions de transmission de savoir-faire.

Durée :

La Région pourrait accompagner l'initiative sur une durée **d'1 à 2 ans**.

Une initiative retenue dans le cadre du premier appel à initiatives organisé sur le territoire ne pourra être reconduite au titre du second.

Montant de l'aide :

La Région fixera le montant de son intervention au cas par cas, pour accompagner financièrement tout ou partie de l'initiative, selon ses priorités.

Elle interviendra au taux maximum de 50% et dans la limite de la réglementation nationale et communautaire en vigueur.

En particulier, les initiatives susceptibles de bénéficier d'un co-financement au titre du FEADER ou du FEDER s'attacheront à le mobiliser en priorité, les modalités spécifiques aux mesures correspondantes étant appliquées.

Subvention minimale :

- 10 000 € pour l'ensemble de l'initiative
- 2 000 € par projet s'inscrivant dans l'initiative

Subvention maximale :

- 40 000 € pour l'ensemble de l'initiative

Modalités d'engagement :

Après sélection de l'initiative par la CPR, la Région engage les crédits en direction des porteurs de projets sur la base des pièces suivantes :

- la lettre de demande de subvention auprès du Président du Conseil Régional
- les statuts et les membres du Conseil d'administration (pour les associations)
- la preuve de l'existence légale de la structure (K-bis, déclaration en préfecture, le numéro d'agrément jeunesse et sport pour les associations sportives ...)
- les comptes des trois derniers exercices (pour les structures existantes)
- un RIB ou un RIP

Par ailleurs, la Région se réserve la possibilité de demander des pièces ou éléments complémentaires nécessaires à l'élaboration de la convention d'attribution.

Critères de sélection des initiatives

Conditions d'éligibilité (préalables):

- Inscription dans les priorités définies conjointement par la Région et les acteurs du territoire dans le cadre des orientations partagées
- Cohérence avec les priorités régionales définies notamment au titre des politiques sectorielles et territoriales

Critères de sélection (soumis à notation) :

- Articulation avec l'agenda 21 local élaboré par le Pays, et le cas échéant avec d'autres agendas 21 locaux (commune, EPCI, établissement d'enseignement, entreprise ...)
- Transversalité du projet
- Pertinence du périmètre géographique du projet
- Mise en réseau d'acteurs : Quantité et qualité des partenariats (implication des acteurs dans la gouvernance du projet)
- Caractère innovant de l'action, qu'il s'agisse de son contenu, de son mode de conception, de sa mise en œuvre ...
- Impact du projet (public touché, retombées économiques, impact sur l'emploi)
- Equité sociale et lutte contre les discriminations
- Principes éco-responsables
- Moyens d'animation et de pilotage du projet
- Pérennité du projet ou des productions issues du projet
- Plan de financement de l'initiative démontrant comment l'action peut se pérenniser, être relayée, ou encore prendre de l'ampleur.

Modalités de sélection

Les dossiers de candidature s'appuient sur le formulaire ci-joint et téléchargeable au format numérique à l'adresse suivante : <http://XXXXXXXXXXXX> ou pouvant être transmise sur simple demande adressée par courriel à l'adresse suivante : roxane.leroy@regioncentre.fr.

Les dossiers sont déposés à la Région, au plus tard le jour de la date limite indiquée dans le présent appel à initiatives, et leur instruction, centralisée par la Direction de l'Aménagement du Territoire, s'appuie sur les avis de l'ensemble des directions du Conseil régional concernées par la/les thématique(s) abordée(s), afin d'identifier notamment les aides déjà mobilisables au titre des politiques sectorielles.

Des auditions de tout ou partie des candidats peuvent être organisées, autant que de besoin.

Les initiatives sont hiérarchisées en fonction de leur adéquation avec les priorités régionales. La Région s'assure auprès des acteurs locaux de la cohérence de l'initiative avec les stratégies locales de développement et avec le volet investissement du Contrat.

La Région peut également faire appel à l'avis d'organismes extérieurs si elle le souhaite.

La Commission permanente régionale décide, après avis de la commission concernée, des initiatives sélectionnées, du montant et des modalités d'attribution de l'aide aux différents projets.

Date limite de dépôt des dossiers : XXXXXX, le cachet de la poste faisant foi.